

*Les crédits*

mais ces changements se sont produits. La Chambre doit adopter une mesure législative afin que ces banques aident les entreprises à générer une richesse dans notre pays, faute de quoi nous devons tous nous chercher un autre endroit où accrocher notre chapeau après les prochaines élections, car notre pays ne pourra survivre longtemps à ce genre de situation.

Durant le peu de temps à ma disposition, j'espère avoir réussi à expliquer au ministre ce qui se passe vraiment dans le nord de l'Ontario, ainsi que la nécessité de prendre des mesures pour résoudre le problème.

**M. Pat Sobeski (Cambridge):** Monsieur le Président, je serai bref. Le député a mentionné les quelque 14 000 entreprises qui ont fait faillite au Canada. Je pense que cela l'intéresserait de savoir que, dans le comté de Los Angeles aux États-Unis l'année dernière, quelque 14 000 entreprises ont fait faillite également.

Le député a tort s'il laisse entendre que le problème de faillite d'entreprises existe seulement au Canada; ce problème existe chez nos voisins du Sud aussi.

La question est très simple, me semble-t-il, et j'écouterais attentivement les propos du député. Il me semble que les libéraux prônent maintenant la nationalisation des banques canadiennes.

• (1615)

Je veux demander au député de me dire clairement si le Parti libéral a pour politique la nationalisation des banques canadiennes.

**M. Nault:** Je regrette, monsieur le Président, mais je ne peux m'empêcher de rire du député d'en face parce que, dans le fond, il fait peu de cas des gens.

**Une voix:** Il est probablement un autre partisan servile de Kim Campbell.

**M. Nault:** Je ne le comprends pas. Le nombre de faillites a atteint un niveau record, nous connaissons d'énormes problèmes au Canada, le Parlement se livre à un débat très grave et le député me pose une question bête, à savoir si je serais aussi stupide que les néo-démocrates et nationaliserais les banques.

Ce ne sont pas du tout mes propos. Ce que je dis, c'est que les banques canadiennes ont prêté des milliards de dollars aux Reichmann sans vérifier leur cote de crédit et ont participé au fiasco d'O&Y mais qu'elles refusent de prêter 10 000 \$ à un électeur de ma circonscription qui a la meilleure cote de crédit, possède sa maison qu'il offrira comme garantie, possède l'immeuble où il exploite le

commerce en question, et le député me pose une question bête, à savoir si je veux que le gouvernement nationalise les banques.

Je lui dirai ce que je veux, et je l'ai vérifié. Il n'y a absolument aucun règlement qui empêche une région du pays d'établir une banque régionale. L'établissement d'une telle banque serait parfaitement conforme aux règlements et à la loi actuellement en vigueur. Ce que j'ai cherché à savoir, c'est si j'étais en mesure de convaincre le gouvernement ontarien de modifier la loi relativement aux caisses de crédit parce que c'est le gouvernement ontarien qui régit cela. Si c'est impossible, je me demande s'il existe un autre moyen pour les petites entreprises d'obtenir du crédit.

Le député d'en face pense-t-il qu'on peut créer une banque régionale en vertu de l'Annexe A? Qu'il se reporte à la Loi sur les banques. Pour créer une banque de l'Annexe A, il faut des investisseurs privés. Il faut aussi des administrateurs venant du Nord de l'Ontario. Ainsi, il n'y aura plus de gens de Toronto qui viendront nous dire que la région de Kenora—Rainy River est une région défavorisée. Je veux que les gens du Nord reprennent en main le sort de leur région parce qu'ils savent mieux que personne ce qu'il faut faire pour remettre leur économie sur les rails de la prospérité, qui se fait attendre depuis si longtemps.

Je voudrais que le député de Cambridge sache depuis combien de temps les habitants du nord de l'Ontario attendent que le reste de la province les prenne au sérieux. Le ministre responsable des Petites entreprises nous offre bien sûr ce programme de développement régional qui s'appelle Initiative fédérale du développement économique du nord de l'Ontario.

**M. Sobeski:** Allez-vous supprimer ce programme?

**M. Nault:** Détendez-vous. Je vais dire au député ce que je pense de ce programme s'il veut bien se calmer. Le fait demeure que ce programme n'a pas donné les résultats escomptés sur le plan de la diversification de l'économie du Nord.

Le vrai problème dans le nord de l'Ontario, c'est que les banques nous ont complètement abandonnés. Ce ne sont pas les maigres petits cadeaux que nous fait le gouvernement dans le cadre du FEDNOR qui vont améliorer la situation dans le nord de l'Ontario. En fait, nous en avons assez d'être les parents pauvres de la province. Nous voulons prendre en main notre destinée, et si l'establishment bancaire de Toronto ne veut pas nous